
**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT**

**RAPPORT DE SYNTHÈSE DE LA 4^{ème} PHASE DES MISSIONS DE
SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER DES PROJETS ET
PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PUBLIC**



Février 2017

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
I. OBJECTIFS DES MISSIONS	4
II. RESULTATS ATTENDUS DES MISSIONS	4
III. METHODOLOGIE	5
IV. LISTE DES PROJETS ET PROGRAMMES SUIVIS	5
V. SITUATION D'EXECUTION FINANCIERE ET PHYSIQUE DES PROJETS ET PROGRAMMES	7
5.1. MINISTERE DE L'AGRICULTURE	7
5.1.1. <i>Projet de Réhabilitation du Barrage de Markala</i>	7
5.1.2. <i>Les réalisations physiques du Programme sont les suivantes :</i>	7
5.1.3. <i>Programme de Compétitivité et Diversification Agricole</i>	7
5.1.4. <i>L'état d'exécution des activités menées par l'Unité Intérimaire se présente comme suit :</i>	7
5.1.5. <i>Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants pour l'Afrique Subsaharienne (SAPEP)</i>	8
5.1.6. <i>Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)</i>	8
5.1.7. <i>Appui à l'Organisation du Plateau Dogon pour une Meilleure Valorisation de la Production Maraichère/PSTE</i>	9
5.2. MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	11
5.2.1. <i>Transformation des Sous-Produits d'Abattage (PTSPA)</i>	11
5.3. MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE.....	12
5.3.1. <i>Réhabilitation Centre de Formation Tabacoro</i>	12
5.4. MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	13
5.4.1. <i>Hydraulique Villageoise Ségou</i>	13
5.4.2. <i>Programme d'Appui Dano-Suedois Au Programme Sectoriel Eau et Assainissement PADS/PROSEA (Volet Hydraulique Urbaine)</i>	13
LES REALISATIONS PHYSIQUES MAJEURES PORTENT SUR :	13
5.4.3. <i>Renforcement infrastructures nationales AMARAP</i>	14
LES PRINCIPALES REALISATIONS PHYSIQUES SONT LES SUIVANTES :	14
5.4.4. <i>Projet Electrification Villageoise Energie Solaire Phase III (PEVES)</i>	14
5.5. MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT 15	
5.5.1. <i>Bornage des Frontières</i>	15
5.6. MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT	16
5.6.1. <i>Travaux de la Route Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière Burkina Faso</i>	16
5.6.2. <i>Entretien des Pistes CMDT</i>	17
5.6.3. <i>Contrat Plan Etat-COMANAV</i>	18
<i>Le point d'exécution des engagements pris dans le cadre du Contrat-Plan se présente comme suit :</i>	18
5.7. MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	19
5.7.1. <i>Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations</i>	19
5.7.2. <i>Projets Filets Sociaux Jigiseme Yiri/IDA</i>	19
5.8. MINISTERE DES MINES	20
5.8.1. <i>Equipement PDRM</i>	20
5.8.2. <i>Promotion nouvelles zones pétrolières</i>	21
<i>Les réalisations physiques du projet sont :</i>	21
5.8.3. <i>Promotion des Indices Miniers</i>	21
5.9. MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	22
5.9.1. <i>Construction Equipements Faculté Pharmacie</i>	22
5.9.2. <i>Projet d'Appui au PRODESS</i>	22
VI. LES PRINCIPAUX CONSTATS DES MISSIONS	24
6.1. MINISTERE DE L'AGRICULTURE	24

6.1.1.	<i>Projet de Réhabilitation du Barrage de Markala</i>	24
6.1.2.	<i>Programme de Compétitivité et Diversification Agricole (Pôle de conditionnement de l'échalote et d'oignon de Niono)</i>	24
6.1.3.	<i>Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants pour l'Afrique Subsaharienne (SAPEP)</i>	24
6.1.4.	<i>Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)</i>	24
6.1.5.	<i>Appui à l'Organisation du Plateau Dogon pour une Meilleure Valorisation de la Production Maraichère/PSTE</i>	24
6.1.6.	<i>Contrat Plan Etat /Office Développement Rural Sélingué</i>	25
6.1.7.	<i>Projet Initiative Eau Sécurité Alimentaire FAO Mali (IESA)</i>	25
6.2.	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	25
6.2.1.	<i>Réhabilitation Centre de Formation Tabakoro</i>	25
6.3.	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	26
6.3.1.	<i>Programme d'Appui Dano-Suedois Au Programme Sectoriel Eau et Assainissement PADS/PROSEA (Volet Hydraulique Urbaine)</i>	26
6.3.2.	<i>Renforcement infrastructures nationales AMARAP</i>	26
6.3.3.	<i>Projet Electrification Villageoise Energie Solaire Phase III (PEVES)</i>	26
6.3.4.	<i>Hydraulique Villageoise Ségou</i>	26
6.4.	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA REFORME DE L'ETAT 27	
6.4.1.	<i>Bornage des Frontières</i>	27
6.5.	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DESENCLAVEMENT	27
6.5.1.	<i>Travaux de la Route Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière Burkina Faso</i>	27
6.5.2.	<i>Entretien des Pistes CMDT</i>	27
6.5.3.	<i>Contrat Plan Etat-COMANAV</i>	27
6.6.	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	28
6.6.1.	<i>Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations</i>	28
6.6.2.	<i>Projets Filets Sociaux Jigiseme Yiri/IDA</i>	28
6.7.	MINISTERE DES MINES	28
6.7.1.	<i>Equipement PDRM</i>	28
6.7.2.	<i>Promotion nouvelles zones pétrolières</i>	28
6.7.3.	<i>Promotion des Indices Miniers</i>	29
6.8.	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	29
6.8.1.	<i>Construction Equipement Faculté de Pharmacie</i>	29
6.8.2.	<i>Projet d'Appui au PRODESS</i>	29
VII.	LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DES MISSIONS	29
VIII.	DIFFICULTES, RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	31
	REHABILITATION CENTRE DE FORMATION TABACORO	31
	BORNAGE DES FRONTIERES	31
CONCLUSION	39

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme annuel 2016 de suivi des Projets et Programmes d'investissement public, la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) a effectué au compte de la 4ème phase, cinq (05) missions de suivi physique et financier de 25 Projets/Programmes (P/P) dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le District de Bamako.

Ces missions conjointes de la DNPD avec certaines Cellules de Planification et de Statistique (CPS) ont été appuyées par les représentants des Directions Régionales de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) des régions visitées. Elles s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques, Phase II (PAGAM /GFP II), notamment, l'Axe 1 dénommé « Améliorer la qualité de préparation et d'exécution du Budget », à travers l'amélioration de l'exhaustivité et la fiabilité des données recueillies sur les Projets/Programmes d'investissements publics au Mali.

I. OBJECTIFS DES MISSIONS

L'objectif des missions est de dresser le point de la situation d'exécution physique et financière des vingt-cinq (25) projets et programmes d'investissement public au Mali inscrits au PTI 2016-2018 et au BSI 2016 et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

De façon spécifique, il s'agit de :

- faire l'état d'exécution physique et financière des projets et programmes au 31 décembre 2015 ;
- faire le point des réalisations physiques et financières pour les années 2014 et 2015 et la réalisation à mi-parcours pour l'année 2016 ;
- faire le point de l'utilisation de la contrepartie nationale et du financement extérieur ;
- faire le point des contraintes et goulots d'étranglement liés à la bonne marche des P/P ;
- faire le point de l'état de passation des marchés sur le financement intérieur et extérieur ;
- discuter des propositions de solutions envisagées par nature de contraintes et problèmes (techniques, financiers et institutionnels).

II. RESULTATS ATTENDUS DES MISSIONS

- Les résultats attendus des missions sont :
- l'état d'exécution physique et financière des Projets et Programmes visités est mieux connu ;
- la situation d'exécution physique et financière des Projets et Programmes pour les années 2014, 2015 et 2016 est faite ;
- les contraintes et goulots d'étranglement liés à la bonne marche des Projets et Programmes sont identifiés ;

- des recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

III. METHODOLOGIE

La méthodologie suivie dans chacune des régions concernées se présente comme suit :

- envoi des documents de la mission (TDR, fiche de suivi-évaluation des Projets/Programmes, Ordre de mission et programme de la mission et programme indicatif de la mission) aux DRPSIAP et aux Unités de Gestion des différents Projets/Programmes (UGP) ;
- visites de courtoisie aux autorités administratives et politiques ;
- entretiens préliminaires avec les Unités de Gestion des Projets (rappel Au cours des objectifs et résultats attendus de la mission et finalisation du chronogramme de travail) ;
- visites des réalisations physiques et échanges avec les différents acteurs et bénéficiaires concernés ;
- séances de travail avec les UGP ;
- séances de restitution des conclusions et recommandations de la mission aux acteurs (UGP, DRPSIAP, Services techniques) sur le terrain.

IV. LISTE DES PROJETS ET PROGRAMMES SUIVIS

Les missions concernent au total Projets et Programmes en exécution.

La répartition des vingt-cinq (25) Projets et Programmes suivis par Ministère, Institution dans les régions citées plus haut est présentée dans le tableau ci-après :

RNP	MINISTERES/INSTITUTION DES P/P	REGIONS
Ministère de l'Agriculture		
2946	Projet de Réhabilitation du Barrage de Markala	Ségou
1977	Programme de Compétitivité et Diversification Agricole (Pôle de conditionnement de l'échalote et d'oignon de Niono)	Sikasso, Ségou,
2765	Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants pour l'Afrique Subsaharienne (SAPEP)	Sikasso, Mopti
2571	Enquête Agricole de Conjoncture (EAC).	National
2523	Appui à l'Organisation du Plateau Dogon pour une Meilleure Valorisation de la Production Maraîchère/PPTE	Mopti
2752	Projet Initiative Eau Sécurité Alimentaire FAO Mali	Koulikoro
307	Office Riz Mopti (Contrat Plan)	Mopti
2687	Contrat Plan Etat /Office Développement Rural Sélingué	Sikasso
Ministère de l'Élevage et de la Pêche		

RNP	MINISTERES/INSTITUTION DES P/P	REGIONS
2201	Transformation des Sous-Produits d'Abattage (PTSPA)	District de Bamako
Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable		
2192	Réhabilitation Centre de Formation Tabacoro	Koulikoro
Ministère de l'Energie et de l'Eau		
2738	Hydraulique Villageoise Ségou	Ségou
2581	Programme d'Appui Dano-Suedois Au Programme Sectoriel Eau et Assainissement PADS/PROSEA (Volet Hydraulique Urbaine)	Sikasso
2010	Renforcement infrastructures nationales AMARAP	District de Bamako
2795	Projet Electrification Villageoise Energie Solaire Phase III (PEVES)	
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat		
2913	Bornage des Frontières	Ségou
Ministère de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement		
2255	Travaux de la Route Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière Burkina Faso	Mopti
2036	Entretien des Pistes CMDT	Sikasso
991	Contrat Plan Etat-COMANAV	Koulikoro
Ministère de l'Economie et des Finances		
2101	Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations	Sikasso
2719	Projets Filets Sociaux Jigiseme Yiri/IDA	Kayes
Ministère des Mines		
2496	Equipement PDRM	District de Bamako
2228	Promotion nouvelles zones pétrolières	
2416	Promotion des Indices Miniers	Sikasso
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique		
2719	Construction Equipements Faculté Pharmacie	District de Bamako
975	Projet d'Appui au PRODESS	Mopti

V. SITUATION D'EXECUTION FINANCIERE ET PHYSIQUE DES PROJETS ET PROGRAMMES

5.1. Ministère de l'Agriculture

5.1.1. Projet de Réhabilitation du Barrage de Markala

Le barrage de Markala est la pièce maitresse des aménagements hydro-agricoles de l'Office du Niger. C'est un barrage de dérivation construit sur le fleuve Niger, il permet en toute saison de relever le niveau d'eau jusqu'à la cote 300,55 m+ pour permettre l'irrigation gravitaire de l'ensemble des terres aménagées de l'Office du Niger.

Entièrement financé par le Gouvernement de la République du Mali, le cumul des décaissements au 31/12/2016 s'élèvent à 1 milliard de F CFA sur un financement acquis de 1 milliard de F CFA, soit un taux de décaissement de 100%.

5.1.2. Les réalisations physiques du Programme sont les suivantes :

Au passage de la mission, les travaux de réhabilitation n'avaient pas commencé. Cependant, cinq marchés ont été lancés et cinq autres étaient en cours de publication.

5.1.3. Programme de Compétitivité et Diversification Agricole

L'une des recommandations du rapport d'achèvement du PCDA, à mettre en œuvre, portait sur la mise en place d'une unité intérimaire dotée de ressources financières conséquentes et de ressources humaines qualifiées pour coordonner et gérer les activités à conduire dans le cadre d'une phase de transition. Ainsi, par décision N°0000616 du 02 septembre 2015, l'Unité Intérimaire de Consolidation et de Gestion des Acquis du Projet de Compétitivité et Diversification Agricoles (UICGA-PCDA) a été mise en place avec pour missions la consolidation des résultats du PCDA, l'appui à la formulation d'une nouvelle opération (PACAM) et la gestion fiduciaire de la préparation du PRAPS.

Le PCDA est arrivé à terme le 30 juin 2015. Depuis lors il ne bénéficie plus du financement de la Banque mondiale. Une requête du Ministre en charge du développement rural (N° 01138/MA-SG-as du 18 juin 2015) à son homologue en charge de l'Economie et des Finances a permis la mise en place d'un dispositif institutionnel d'encadrement pour une période intérimaire.

Le cumul des décaissements enregistrés au 31/12/2016 au compte de l'Etat se chiffre à 3,308 milliards de F CFA pour un financement acquis de 4,348 milliards, soit un taux de décaissement de 76,10%.

5.1.4. L'état d'exécution des activités menées par l'Unité Intérimaire se présente comme suit :

- finalisation de la mise en place d'un système de gestion efficace pour l'exploitation des infrastructures (centre de conditionnement de mangue de Sikasso, d'échalote de Niono, de Pomme de terre de Sikasso et du Périmètre Logistique Aménagé en Zone Aéroportuaire (PLAZA)), à travers des contrats d'affermage (la manifestation d'intérêt a été infructueuse) ;

- travaux de mise à niveau du centre de conditionnement d'échalote/oignon à Niono et le branchement électrique ;
- appui (assistance technique) à l'exploitation des infrastructures commerciales réalisées par le projet pendant les campagnes de commercialisations ;
- renforcement de capacités techniques et de gestion des promoteurs de 112 sous projets;
- réalisation d'une étude sur la pérennisation des acquis du projet (transfert aux différentes structures techniques de l'Etat) ;
- suivi de la mise en place des sous projets financés durant les trois derniers mois, recherche de financement et mise en œuvre du Gap des sous projets ;
- contribution à la préparation (mission d'identification) de la nouvelle opération du Projet d'Appui à la Compétitivité Agroindustrielle au Mali (PACAM) ;
- gestion fiduciaire de la préparation du Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS).

5.1.5. Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants pour l'Afrique Subsaharienne (SAPEP)

Le Projet a pour objectif global d'augmenter la productivité des systèmes de production agricole pluviale et irriguée des petits exploitants. Ses objectifs spécifiques sont : (i) l'amélioration de la fertilité des sols et la gestion des cultures ; (ii) l'accessibilité et la disponibilité des intrants (semences, engrais) et (iii) la facilitation de l'accès des petits producteurs au marché et au financement.

Les réalisations financières du Projet au 31/12/2016 s'élèvent à 2,306 milliards de F CFA sur une prévision de 7, 870 milliard de F CFA, soit un taux d'exécution global de 29,30%. La contribution de la BID dans le financement du projet se chiffre à 7,270 milliards de FCFA (92,38%), par contre celle du Gouvernement de la République du Mali s'élève à 600 millions de FCAF (7,62%). Le taux de décaissement intérieur est de 44,2% (265 millions de FCFA), tandis que celui de l'extérieur 28,10% (2,041 milliards de FCFA).

Ce faible taux s'explique par le retard dans l'acquisition des biens, services et travaux (études techniques) et dans la mise en place du système de crédits (fonds de roulement), à cause de la lenteur dans le traitement des dossiers d'acquisition au niveau de la BID.

Les principaux résultats atteints du projet sont :

- acquisitions de véhicules, de motos et de matériels de laboratoire ;
- signatures de conventions de prestation de services pour l'hivernage 2014, 2015 et 2016 avec l'IER et la DNA ;
- tests des technologies générées dans le cadre de la gestion de la fertilité des sols et des variétés par les producteurs ;
- production des semences de pré-base, de base et certifiées.

5.1.6. Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)

L'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC) est une enquête annuelle menée par la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement Rural (CPS/SDR) en collaboration avec l'Institut National de la Statistique (INSTAT), la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) et la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). De son

démarrage à ce jour, elle a connu certaines modifications tant au plan des objectifs visés que de celui de la méthodologie pour permettre une meilleure prise en compte des besoins des utilisateurs.

L'Enquête Agricole s'intéresse principalement à la détermination des superficies cultivées par spéculation, des rendements des cultures et par déduction des productions de ces cultures. Elle permet également de collecter des données sur l'effectif du cheptel, les prix des produits agricoles, les équipements agricoles, les prévisions de la production céréalière, les stocks paysans, les facteurs de production (type et quantité d'engrais, de pesticides, de semences, l'irrigation, le crédit, etc.) et sur les caractéristiques démographiques de l'exploitation. En outre, elle permet d'évaluer la participation des femmes dans les activités agricoles.

Le Projet est entièrement financé par le Gouvernement de la République du Mali. Le cumul des décaissements enregistrés au 31/12/2016 s'élève à 1,595 milliard de F CFA pour un financement acquis de 2, 480 milliards de F CFA, soit un taux de décaissement de 64,30%.

Les principaux résultats atteints par le Projet

Elles sont relatives :

- ◆ A la production de trois rapports annuels sur :
 - les résultats prévisionnels de production de la Campagne agricole (alimenté par les résultats du premier passage de l'EAC). Ces résultats alimentent la rencontre Gouvernement/ PTF prévue généralement en fin Septembre- début Octobre ;
 - les résultats définitifs de production de la Campagne agricole en Février ; données utilisées pour le CSCRP/CREDD et le calcul des comptes économiques ;
 - le bilan annuel de la campagne agropastorale et piscicole

- ◆ Aux acquisitions de :
 - Véhicules ;
 - matériel informatique ;
 - motos.

5.1.7. Appui à l'Organisation du Plateau Dogon pour une Meilleure Valorisation de la Production Maraichère/PPTE

Le projet est basé sur l'échalote. Il vise à reconstituer les caractéristiques perdues du légume à travers la diversification, la reconstitution de l'écotype, la multiplication des semences et sa distribution aux producteurs. Il s'agit également de construire des magasins de stockage, de l'acquisition d'équipements de transformation en vue de le valoriser la production et augmenter sa valeur ajoutée.

L'objectif du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les communes les plus vulnérables du Mali, notamment dans 13 communes du cercle de Bandiagara et 3 communes du Cercle de Ménaka. Les zones d'intervention du projet sont les cercles de Bandiagara et de Ménaka.

D'un coût de 2, 503 milliards de FCFA, le projet a bénéficié d'un financement extérieur acquis du Gouvernement Italien de 2, 108 milliards F CFA contre un financement intérieur de 395 millions sur lequel, il a été décaissé un montant de 381 millions de FCFA à la date du 31 décembre 2016. Le taux de décaissement global se chiffre de 99% dont 100% au titre du financement extérieur et 96 % pour le Budget National.

Les principaux résultats atteints par le Projet

- la construction et l'équipement d'un centre de conditionnement d'échalotes fraîches et transformées, 22 magasins de conservation d'échalote dont 6 sur le budget national ;
- la réalisation de 700 greniers améliorés, 6 micro-barrages, 505 compostières ;
- la production et distribution de 5 800 plantes alimentaires médicinales, 90 tonnes de semences de pomme de terre et 95 tonnes d'échalote ;
- la formation d'agents, de producteurs, des comités de gestion en matière d'organisation et de gestion de la production et de la productivité maraichère ;
- l'acquisition d'équipements de bureaux, de matériels informatiques et de moyens logistiques.

5.1.8. Projet Initiative Eau Sécurité Alimentaire FAO Mali

L'objectif global du Projet Initiative Eau et Sécurité Alimentaire est d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience aux changements climatiques des populations les plus vulnérables des zones rurales et périurbaines en Afrique de l'Ouest via la maîtrise de l'eau et le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des producteurs. En effet, il s'agit principalement pour le projet de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des villages dans les communes les plus vulnérables de la région de Koulikoro.

D'un coût total de 603 400 000 FCFA, à la date du 31 décembre 2016, il a été décaissé un montant total de 420 200 000 FCFA, soit un taux de décaissement de 70%.

De façon spécifique, sur la contribution du partenaire (Royaume d'Espagne), d'un montant de 461 900 000 FCFA, il a été décaissé un montant total de 328 700 000 FCFA, soit un taux de décaissement de 71% à la date du 31 décembre 2016.

S'agissant de la contribution du Gouvernement malien, d'un montant de 141 500 000 FCFA, le montant décaissé à la date du 31 décembre 2016 se chiffre à 91 500 000 FCFA, soit un taux de décaissement de 65%.

Les principales réalisations du projet ont porté sur :

- la construction de deux centres multifonctionnels de formation composée chacun d'une salle de formation, d'une boutique d'intrants, d'un magasin de stockage et de deux bureaux d'administration ;
- l'octroi de 3 séchoirs semi-industriels type ICARO, 3 moulins décortiqueuses, 4 motopompes de 5 CV et accessoires, 111 arrosoirs en plastique, 2 motos tricycles ;
- 20 tonnes de semences de pomme de terre, 11 tonnes de semences de riz, 20 tonnes de semences de maïs hybride, des semences de tomates, de betterave, de carottes, d'aubergines, d'échalote ;
- l'installation du système californien d'irrigation sur une superficie de 20 hectares ;
- l'empoissonnement des barrages ;
- la réalisation de 3 périmètres maraichers pour les femmes.

5.1.9. Office Riz Mopti (7^{ème} Contrat Plan)

Réalisations physiques en 2016 ont porté sur :

- les travaux de réalisation de deux (02) salles d'alphabétisation équipées de deux (02) latrines à Ségué et Gouga en Zone ORM;
- les travaux de réhabilitation de digues dans les casiers rizicoles de Saremala;

- les travaux de réhabilitation de digues dans les casiers rizicoles de Tiroguel ;
- les travaux de Curage des canaux dans les casiers rizicoles de Saremala, Syn et Bougoula de l'ORM.

Financé exclusivement par le Budget Spécial d'Investissement (BSI) intérieur, à la date du 31/12/2016, le cumul des décaissements se chiffre à 270 millions sur un financement acquis de 1,737 milliard, soit un taux de décaissement de 15,5%.

5.1.10. Contrat Plan Etat /Office Développement Rural Sélingué

Il a pour objectif de définir, les engagements respectifs de l'Etat, de l'Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS) et des Producteurs dans le cadre de la mise en œuvre à court et à moyen termes d'un programme commun relatif qui sont:

- la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté ;
- le développement socio-économique de la zone ;
- la protection de l'environnement ;
- le développement des activités de promotion féminine :
- la promotion de l'emploi des jeunes ;
- le renforcement du Partenariat Public Privé;
- le renforcement des capacités d'intervention des acteurs.

Financé exclusivement par le Budget Spécial d'Investissement (BSI) intérieur, à la date du 31/12/2016, le cumul des décaissements se chiffre à 1,259 milliard sur un financement acquis de 1,650 milliard, soit un taux de décaissement de 76,3%.

Les réalisations du projet concernent :

- la montée des barres au niveau du mur de clôture et deux fosses dans la cour de la Direction Générale ;
- Poursuite des travaux de clôture et d'aménagement du terrain de 5 ha comprenant huit (8) bassins d'arrosage du périmètre maraîcher de Tagandougou.

5.2. Ministère de l'Elevage et de la Pêche

5.2.1. Transformation des Sous-Produits d'Abattage (PTSPA)

La Cellule d'Appui à la Valorisation des Sous-Produits d'Abattage crée suivant la Loi N°2014-029 du 17 juillet 2014 et le Décret N°2014-0639/P-RM du 21 Août 2014 a pour mission de coordonner et d'appuyer la promotion et la valorisation des substances et matières issues de l'abattage d'animaux de boucherie.

Le projet de transformation des Sous-produits d'Abattage (PTSPA) vise à valoriser les sous produits d'abattage tels que le sang, les os, les viandes saisies, les cornes, les sabots, les onglons et les matières stercoraires par leur transformation en farines animales pour l'alimentation de la volaille et des poissons, en engrais et en énergie. Il s'agit aussi notamment pour le projet d'améliorer les conditions hygiéniques de production de viande et la protection de l'environnement des centres d'abattage.

D'un financement acquis total de 2 805,7 milliards de francs CFA, exclusivement budget national, le projet a effectué un décaissé total de 2 124,002 milliards de francs CFA à la date du 31 décembre 2016, soit un taux de décaissement de 75,62%.

Les principales réalisations physiques du Projet sont les suivantes :

- travaux de construction et électrification d'un atelier de transformation des sous-produits d'abattage à l'Abattoir Frigorifique de Sabalibougou : réalisation des gros œuvres.
- travaux complémentaires de construction de l'atelier : supports en béton des portails, construction du béton de forme du plancher de la chaîne de production, carrelage partiel de l'atelier de production, construction de la rigole, de la rampe à la chaîne de production et du perron d'accès aux vestiaires, le renforcement des portails coulissants et de la toiture, la finition des travaux de construction du laboratoire ;
- travaux de réhabilitation du bassin de décantation et du bassin de stockage des matières stercoraires de l'Abattoir Frigorifique de Sabalibougou ;
- acquisition des équipements de transformation des sous-produits d'abattage pour l'atelier de Sabalibougou.
- acquisition de matériels et équipements de récupération, collecte et transport des sous-produits d'abattage pour dix-huit centres d'abattage.

5.3. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

5.3.1. Réhabilitation Centre de Formation Tabacoro

Le Centre de Formation Pratique Forestier de Tabakoro (CFPFT) est un établissement d'enseignement technique et professionnel créé suivant l'ordonnance n°02-043/P-RM du 28 mars 2002. Il a pour mission d'assurer les formations initiales et continues en matière de gestion des ressources naturelles.

Le montant total du financement acquis, exclusivement financé par l'Etat, se chiffre à 1 149 millions de francs CFA en neuf (09) années d'inscriptions budgétaires (2007 à 2016) pour un montant total décaissé de 881 millions de francs CFA, soit un taux de décaissement de 76,71% au 31 décembre 2015.

La situation des réalisations physiques se présente comme suit :

- travaux de construction d'un campement (en cours sur les exercices 2016 et 2017) ;
- travaux de construction d'un campement ;
- travaux d'aménagement de parcelles et pépinières d'expérimentation des élèves ;
- travaux divers de réfection du logement du Directeur, révision du réseau électrique de l'internat et construction des toilettes des élèves et pose de portail de la porte d'entrée ;
- travaux de construction du mur de clôture ;
- règlement des factures des remblais/dallage de la cour et entretien des parcelles d'expérimentation.

5.4. Ministère de l'Energie et de l'Eau

5.4.1. Hydraulique Villageoise Ségou

Le projet a été conçu pour orienter les interventions vers les localités où les partenaires et les autres programmes de l'Etat n'interviennent pas en vue de corriger les écarts entre les villages en matière d'approvisionnement en eau potable. La programmation annuelle des points d'eau à réaliser est faite sur la base des besoins réels identifiés à partir du SIGMA. Ainsi, des requêtes de financement sont formulées chaque année pour la prise en charge.

Démarré en 2014, le Programme a été initié par le Gouvernement afin de doter de façon durable les villages de la région de Ségou qui ne sont sans Points d'Eau Moderne ou déficitaires et améliorer de façon substantielle l'accès à l'eau des populations de la région. Le projet concerne les sept (7) cercles de la région : Baraouéli, San, Bla, Tominian, Niono, Macina et Ségou.

D'un coût de 2,983 milliards de FCFA, le projet a bénéficié d'un financement acquis de 2, 433 milliards F CFA à la date du 31 décembre 2016 sur lequel, il a été décaissé un montant de 2, 379 milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 98 %.

La situation des réalisations physiques se présente comme suit :

- réalisation de 14 Adductions d'Eau Sommaires (AES) dans les cercles de Niono, Macina et Bla et le renforcement de l'Adduction d'Eau Potable (AEP) de Nampala ;
- réalisation de deux (2) AES et neuf (09) forages équipés de Pompes à Motricité Humaine (PMH) ;
- réalisation des travaux de cinq (05) forages équipés de Système d'Adduction d'Eau Potable (AEP) dans les localités de Sie (Cercle de Baraouéli), Kana (Cercle de Bla) et Biya, Sagabougou, N'Gola (Cercle de Ségou) ;
- la réalisation de quinze (15) forages équipés de PMH dont 3 dans le Cercle de Macina ,Niono, San, Ségou et Tominian.

5.4.2. Programme d'Appui Dano-Suedois Au Programme Sectoriel Eau et Assainissement PADS/PROSEA (Volet Hydraulique Urbaine)

Le Projet d'Appui Dano-suédois intervient dans 4 localités (Kati, Sikasso, Koutiala et Kayes). Au démarrage du Projet, les PTF étaient le Danemark et la Suède mais la Suède s'est retirée. Les travaux consistent à renforcer la production, le réseau de distribution des 4 villes à travers la réalisation de forages, de stations de traitement et des réseaux de distribution. La fin des travaux est prévue pour le 28 février 2017.

D'un coût de 13, 799 milliards de FCFA, le projet a bénéficié d'un financement extérieur du Royaume de Danemark. Les engagements cumulés au 31/12/2016 se chiffrent à 13, 295 milliards F CFA soit un taux de décaissement de 96% sur lesquels, les réalisations s'élèvent à 11, 250 milliards F CFA dont 6, 735 sur le PADS et 4, 515 milliards F CFA au titre du Document d'Engagement de Développement (DED). Le projet est financé à 100% au titre du PADS et à 90% en qui concerne le DED, les 10% restants du DED sont financés sur ressources propres de la SOMAPEP.

Les réalisations physiques majeures portent sur :

- les travaux de renforcement de l'Adduction d'Eau Potable (AEP) des villes de Kayes, Kati, Sikasso et Koutiala ;

- les travaux d'extension des réseaux tertiaires, de réalisation de bornes fontaines et de poteaux d'incendie dans les villes de Kayes, Kati, Sikasso et Koutiala
- les travaux d'extension des réseaux tertiaires, de réalisation de bornes fontaines et de poteaux d'incendie dans les villes de Kayes, Kati, Sikasso et Koutiala.

5.4.3. Renforcement infrastructures nationales AMARAP

L'Agence Malienne de Radioprotection (AMARAP) est un établissement public national à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière suivant l'ordonnance n°02-060/P-RM du 05 juin 2002.

L'AMARAP a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale dans le domaine de la radioprotection et d'assurer le contrôle des sources de rayonnement ionisants et la gestion des déchets radioactifs.

Le projet de renforcement des infrastructures vise à optimiser le rapport gains/nuisances de l'utilisation des techniques d'énergie nucléaire dans le développement économique et social du Mali.

Inscrit sur le financement intérieur du Budget Spécial d'Investissement le financement acquis total du Projet se chiffre à 1 687 millions de francs CFA sur la période 2005 à 2016 pour un montant total décaissé de 1 522 millions de francs CFA, soit un taux de décaissement de 90,22% au 31 décembre 2016.

Les principales réalisations physiques sont les suivantes :

- la réalisation des études de base de la radioactivité de l'environnement dans les régions de Koulikoro, Kayes et le district de Bamako ;
- les travaux d'aménagement des bâtiments mis à la disposition de l'AMARAP sur le site du CRES ;
- l'acquisition de logiciels et d'autres équipements d'analyse.

5.4.4. Projet Electrification Villageoise Energie Solaire Phase III (PEVES)

Le présent projet est la suite logique du PEVES I 2003-2007 portant sur la réalisation de 1830 kits d'éclairage, 6 réfrigérateurs, 120 lampadaires, 20 systèmes de lampe portable, 12 pompes solaires, 12 kits pour les centres de télévision rurale, 12 kits pour poste de téléphonie rurale et du PEVES II 2009-2013 pour l'installation de 180 systèmes de pompage solaire, 2700 kits d'éclairage, 461 systèmes de lampe portable.

L'objectif du projet est de contribuer à satisfaire les besoins énergétiques essentiels des populations en milieu rural. De façon spécifique, il s'agit de fournir des kits solaires de pompage, d'éclairage, de lampes portables et lampadaires.

Le montant total des décaissements au 31 décembre 2015 s'élève à 83 000 000 FCFA sur un montant total de financement acquis de 183 000 000 FCFA, soit un taux de décaissement de 45,36% au titre de la contribution de l'Etat évaluée à 1 487 850 000 FCFA, soit 31,82% du coût du projet.

Les principales réalisations au titre de la phase III du Projet sont :

- l'équipement de la mairie, du CSCOM, des logements des enseignants et du personnel du CSCOM de Gadiaba Kadiel en kit solaire ;

- l'équipement des mosquées de Samba Bore, Fossre Karta et Gadiaba Dallo en hits solaire.

5.5. Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat

5.5.1. Bornage des Frontières

Le projet a pour objectif d'assurer la sauvegarde de l'intégrité territoriale, la souveraineté nationale et la transformation des zones frontalières en espace de sécurité, de paix, d'aménagement et de développement solidaire.

Le financement de la gestion des frontières, en plus de l'effort de l'Etat, a enregistré la contribution des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) tant en matière de délimitation/démarcation des frontières que de coopération transfrontalière.

Les ratios du financement global acquis, soit 7,248 milliards par rapport au coût global estimatif tout volet confondu, qui s'élève à 32,728 milliards, présentent un taux de financement de 22,45%. A l'analyse, on constate que ce taux de 22,45% est nettement insuffisant par rapport aux prévisions. C'est pourquoi, en vue d'une maîtrise de la gestion effective des frontières, l'Etat doit augmenter de façon conséquente la dotation budgétaire dédiée à la question frontalière.

Les principales réalisations physiques du Projet sont les suivantes :

De 1989 à nos jours, sur une distance de 7561 km de ligne frontière 2603 km ont été démarquées (bornées), soit un taux de 34,44% et le reste soit 4 958 km est en cours. La situation globale se présente comme suit :

- la réalisation de 1300 km entre le Mali et l'Algérie ;
- la réalisation de 1303 km entre le Mali et le Burkina Faso
- la délimitation de 480 km entre le Mali et le Sénégal ;
- la distance de 532 km est en cours de délimitation entre le Mali et la Côte d'Ivoire ;
- la délimitation de 906 km est en cours entre le Mali et la Guinée ;
- la délimitation de 2140 km est en cours entre Mali et la Mauritanie ;
- la délimitation de 900 km est en cours entre le Mali et le Niger.

Le processus de la délimitation/démarcation s'est toutefois poursuivi avec les autres pays voisins à travers, entre autres, les activités suivantes :

- la tenue de rencontres entre le Ministre chargé des questions de frontière et ses homologues des pays voisins de la Guinée, de la Mauritanie et du Sénégal ;
- les recherches conjointes de documents administratifs, juridiques et cartographiques au Sénégal et en France (Frontière Mali-Niger, Mali-Sénégal et Mali-Guinée);
- la réalisation de photographies aériennes de la zone frontière avec la Mauritanie (secteurs I);
- la réalisation de mosaïques contrôlées à l'échelle 1/50000ème (secteur I et II) de la frontière Mali-Mauritanie ;
- le positionnement des villages aux frontières Mali-Burkina, Mali-Mauritanie et Mali-Guinée pour faciliter le règlement des litiges ;

- les travaux des Commissions Techniques Mixtes de matérialisation des frontières avec les pays voisins pour :
- l'exploitation conjointe des documents collectés au niveau national (Frontière Mali-Niger et Mali- Guinée);
- la négociation des tracés des lignes frontalières (Mali-Sénégal et Mali-Mauritanie);
- la signature d'un Traité de délimitation et de bornage de la frontière Mali-Sénégal ;
- la reconnaissance technique de la ligne frontière et la mise en place du canevas de base sur le terrain à la frontière Mali-Sénégal.

Dans le domaine du développement des zones frontalières, les actions ont porté sur :

- l'hydraulique villageoise pour l'approvisionnement des populations frontalières en eau potable (18 puits, 10 forages avec pompes) ;
- les équipements structurants (2 aménagements de barrage de retenue d'eau à Fakola et Tiendaga) ;
- l'éducation (trois salles de classes, une direction et trois latrines);
- les équipements collectifs de base (électrification du village de Kouroukéré) ;
- la santé (construction de logements pour le personnel de santé transfrontalier Wanian-Ouarokuy, fourniture de matériels de bureau, acquisition de balises et une moto DT).

Conformément à l'objectif visé à savoir la transformation des zones frontalières en espaces de coopération, les réalisations faites sous l'impulsion du gouvernement en rapport avec certains pays voisins, ont porté sur la création de six (06) espaces de coopération transfrontalière avec un certain nombre de réalisations, à savoir :

- l'Espace de Coopération Transfrontalière dans la zone Sikasso (Mali), Bobo et Banfora (Burkina) et Khorogo (Côte d'Ivoire) -SKBO ;
- l'Espace d'Aménagement concerté du Bassin du Karakoro ;
- l'Espace de Coopération Transfrontalière entre la Province de la Kossi au Burkina et le Cercle de Tominian au Mali avec : la réalisation d'infrastructures socio-sanitaire, la réalisation de pistes de transhumance et l'appui au renforcement des capacités à travers les formations, les études et la dotation en matériels roulants ;
- l'Espace de Coopération Transfrontalière entre la Région de Kayes (Mali) et les Régions de Tambacounda et Kédougou (Sénégal) ;
- l'Espace de Coopération Transfrontalière entre le Cercle de Yanfolila (Mali) et la Préfecture de Mandiana (Guinée) ;
- le projet de coopération sanitaire : « gestion transfrontalière des risques de propagation de la fièvre à virus Ebola » Mali – Guinée.

5.6. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement

5.6.1. Travaux de la Route Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière Burkina Faso

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de désenclavement intérieur et extérieur du pays et de celle d'intégration sous-régionale, le Gouvernement de la République du Mali a inscrit la route Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière Burkina Faso dans le premier Programme d'Actions Prioritaires de l'Autorité du Développement Intégré de la Région du Liptako -

Gourma (ALG) et le Programme d'Actions Communautaires des Infrastructures et du Transport Routier (PACITR) adopté par les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en Septembre 2001 à Dakar au Sénégal.

Le cumul des décaissements enregistrés au 31/12/2016 s'élève à 19,580 milliards FCFA sur un financement acquis de 27,927 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 70,11%. La contribution des Partenaires Techniques et Financiers s'élève à hauteur de 22,754 milliards FCFA (BOAD : 9,026 ; BICD : 2,858 ; UEMOA : 1,013 ; BID : 5,314 et BADEA : 4,543) et celle du Gouvernement de la République du Mali est évaluée 5,173 milliards FCFA.

Les réalisations du Projet par lot sont présentées comme suit :

➤ Lot 1 : Bandiagara-Wô (37 km)

Les travaux de bitumage sont entièrement terminés. La réception provisoire a été prononcée le 23 mars 2010. Ce lot était financé par la BID et le Mali.

➤ Lot 2 : Wô-Bankass-Koro (91.2 km)

Les travaux sont en cours avec un taux d'exécution 95% (88 km de route sont revêtues sur un linéaire total de 91 km). Les travaux restant à exécuter sont constitués essentiellement des travaux confortatifs, de la signalisation et des travaux divers de protection de l'environnement.

La date limite de mobilisation des fonds est expirée le 31 décembre 2016, des dispositions ont été prises pour la prorogation de la DLM des fonds afin d'achever les travaux restants.

➤ Lot 3 : Koro – Frontière Burkina (30 ,5 km)

Les travaux sont terminés et réceptionnés en 2015 sur financement de la BADEA et du Budget National.

5.6.2. Entretien des Pistes CMDT

L'objectif visé par le projet est l'entretien courant des pistes CMDT et OHVN en vue de permettre l'évacuation du coton et des autres produits agricoles. Les zones d'intervention du projet : les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou.

D'un coût de 8, 376 milliards de FCFA, le projet a bénéficié d'un financement acquis de 7,676 milliards F CFA à la date du 31 décembre 2016 sur lequel, il a été décaissé un montant de 7, 642milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 100 %.

Les réalisations physiques du projet sont :

- aux travaux de reprofilage, de point à temps latérite, de rechargement partiel, de débroussaillage, de réparation et de construction d'ouvrages pour un linéaire total de 2 553 km pour un montant de 690 millions F CFA. Le nombre de pistes prévues se chiffre à 70 sur lesquelles 9 ont été réalisées au passage de la mission soit un taux de 6,92% ;
- l'acquisition de pièces de rechange pour véhicules légers, gros engins et lubrifiant, d'une pelle hydraulique 325 BL et d'outillage mécanique ;
- les travaux de reprofilage, de point à temps latérite, de rechargement partiel, de débroussaillage, de réparation et construction d'ouvrages pour un linéaire total de 3 132 km pour un montant de 691 millions F CFA. Les cercles concernés sont : Kita, Koulikoro, Dioila, Bougouni, Sikasso, Koutiala et Ségou ;

- l'acquisition d'un (1) camion grue de 20 à 40 tonnes ;
- les travaux de reprofilage, de point à temps latérite, de rechargement partiel, de débroussaillage de 204 km entre les secteurs Sud Sikasso et Nord-Est de Koutiala et San, de reprofilage léger de 336 km et de reprofilage de 237 km soit un linéaire total de 777 km pour un montant de 157 millions F CFA.

5.6.3. Contrat Plan Etat-COMANAV

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Programme d'actions prioritaires en matière d'infrastructures routières et fluviales, le Gouvernement de la République du Mali à travers le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement a mis en place une stratégie de désenclavement intérieur et extérieur en vue de la relance du secteur des transports routiers et fluviaux. Un programme d'investissement dans le secteur des transports a été élaboré à cet effet conformément à l'axe stratégique 1 du Cadre Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté CSRP 2012-2017.

Le nouveau contrat- plan signé entre l'État et la COMANAV pour la période 2015-2017 a pour objectif la définition des engagements réciproques des deux parties pour atteindre les objectifs de désenclavement.

D'un montant total de 1 200 000 000 francs CFA, il a été décaissé au titre du Contrat-Plan, un montant total de 495 002 500 francs au 31 décembre 2016, soit un taux de décaissement de 41%.

Le point d'exécution des engagements pris dans le cadre du Contrat-Plan se présente comme suit :

◆ le trafic voyageur et marchandise

- la dotation des bateaux et des escales en matériels d'armement (bâches, cordes, câbles acier, etc.). Les escales situées dans la partie nord du pays ont fait objet de pillage par les groupes armés en 2012, notamment ceux de Bourem et Niafouké. Ce point est exécuté à 80%.
- les horaires de marche sont respectés de Koulikoro à Niafouké ; elles ne l'ont pas été en 2015 et 2016 entre Niafouké et Gao durant la campagne à cause du programme des escortes militaires qui assurent la sécurité des voyageurs durant le trajet. Ce point est exécuté à 60%.
- la desserte du tronçon Kabara- Gao a été de 13 rotations sur 17 prévus en 2015. Les réalisations sont tributaires de l'insécurité et des décrues précoces. Il a été réalisé à 76% et 4 rotations sur 3 prévues au 30/09/2016 soit une réalisation de 133%.
- une douzaine d'agents ont été formés à la conduite, soit une réalisation de 90%.

◆ les objectifs de rentabilité

- le volet touristique du transport en rapport avec le ministère chargé du tourisme est à l'arrêt depuis l'éclatement de la crise en 2012. Exécution 0%.
- transit : prévision 2015 : 20.000.000 FCFA contre une réalisation de 14.300.000 FCFA soit 72% de réalisation et -22% de taux d'amélioration.
- quant à la prévision de 2016 elle est de 19.000.000 FCFA contre une réalisation de 4.000.000 FCFA, soit 21% de réalisation avec un taux d'amélioration de -79%.

◆ **cadre institutionnel, juridique et réglementaire**

- un projet de loi régissant la navigation et les transports sur les voies navigables en République du Mali a été adopté en conseil des ministres le 09 mars 2016. **Ce volet a été exécuté à 30%.**

◆ **Transit régime fiscal et douanier**

- l'État a remis la totalité des droits de douane et de la TVA relatifs aux matériels et équipements que la COMANAV sera amenée à importer dans le cadre du présent contrat-plan. Cette disposition n'a pas encore été mise en œuvre. Exécution 0%.
- les factures de prestations de la COMANAV ne sont pas régulièrement payées : **Exécution 0%.**
- les quais de Koriomé et de Bamba ne sont pas réhabilités, le chenal interne du Debo n'est pas surcreusé. **Exécution 0%.**
- à la suite des arbitrages budgétaires, les sommes prévues dans le contrat-plan pour l'année 2015 et 2016 ont été diminuées globalement de 285.000.000 FCFA. Cette diminution a impacté le programme de réhabilitation des bateaux. Ce volet a été exécuté à raison de 238 000 000 FCFA pour la 1ère année et 257.000.000 FCFA la 2ème année soit 66% et 61%.
- le comité de suivi n'est pas mis en place par le ministère chargé des finances. Exécution 0%.

Par ailleurs, la réhabilitation, la révision et l'acquisition de moteurs des bateaux en activité se sont poursuivies avec une augmentation du nombre de rotations des bateaux de l'ordre de 39%.

5.7. Ministère de l'Economie et des Finances

5.7.1. Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations

Le projet vise à doter les services subrégionaux de locaux et à rénover les services régionaux du Contrôle Financier.

D'un coût de 2, 015 milliards FCFA, le projet a bénéficié d'un financement acquis de 1, 715 milliard F CFA sur lequel, il a été décaissé un montant de 1, 397 milliard FCFA à la date du 31 décembre 2016, soit un taux de décaissement de 81,46%.

Les réalisations du Projet par lot sont présentées comme suit :

- la réalisation des délégations locales (bureaux et logements) de Bla, Djenné, Niono, Yélimané ;
- l'acquisition de moyens logistiques (motos, véhicules), d'équipements informatiques et de bureaux.

5.7.2. Projets Filets Sociaux Jigisme Yiri/IDA

L'objectif de développement du projet (ODP) est de verser des transferts monétaires ciblés aux ménages pauvres et souffrants d'insécurité alimentaire et d'établir les piliers d'un système national de filets sociaux au Mali. En effet, les filets sociaux de sécurité sont des programmes de transfert non contributifs (en nature ou en espèce) ciblant les ménages pauvres ou les personnes vulnérables à la pauvreté et aux chocs et s'insèrent dans un éventail plus large de

politiques de réduction de la pauvreté, de gestion de risques sociaux, d'équité et de protection sociale.

D'un montant de 46 300 000 de DTS environ 70 000 000 US dollar pour la Banque Mondiale, le taux de décaissement est de 44,45% au 31 décembre 2016.

Les principaux résultats atteints par le projet se présentent comme suit :

Composante 1 : Transfert monétaire et Mesures d'accompagnement

◆ Transfert monétaire :

Sur un objectif global de 62 000 ménages bénéficiaires à payer, au 31 décembre 2016, le nombre total de ménages qui bénéficient des transferts monétaires s'élève à 60 715 soit un taux d'atteinte des objectifs de paiement de 97,92% ;

◆ Mesures d'accompagnement :

Les opérations de mesures d'accompagnement sont exécutées dans toutes les 106 Communes bénéficiaires du programme. Les activités de communication ont bénéficié à 92% de l'objectif global des activités de Mesures d'Accompagnement soit 260.000 ménages. On note surtout que 71% de ces ménages sont bénéficiaires de TM et que 53% sont des femmes dans l'ensemble.

◆ Paquet nutritionnel préventif :

Dans le cadre du paquet nutritionnel préventif, les activités de recensement viennent d'être bouclées dans toutes les 20 Communes bénéficiaires. Au total on dénombre 99 999 bénéficiaires (66 903 enfants de 0-59 mois, 8 230 femmes enceintes et 24 866 femmes allaitants).

Composante 2 : Mise en place d'un système de filets sociaux de base

Le Système de gestion d'information (SIG) du Projet est fonctionnel et a enregistré 57.001 ménages en fin décembre 2015 et 60 715 ménages à la période sous revue.

Au titre de la mise en place du Registre Social Unifié (RSU) du Programme, depuis 2015, il a été procédé aux recrutements de 3 informaticiens pour assurer le fonctionnement de l'Unité technique du RSU.

5.8. Ministère des Mines

5.8.1. Equipement PDRM

Le Programme pour le Développement des Ressources Minérales (PDRM) est un service rattaché créé par la loi n°90-103/AN-RM du 11 octobre 1990. Le PDRM est l'organisme d'exécution des travaux de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines. A cet effet, il a pour mission :

- d'exécuter des programmes de prospection géologique, minière et d'hydrocarbures et tous travaux d'analyses chimiques s'y affèrent pour l'Etat et pour les tiers sur contrat et conventions ;
- d'exécuter tous travaux de reconnaissance et de prospection concourant à la mise en évidence d'indices de minéralisation, de combustibles solides, liquides ou gazeux ;

- de gérer en relation avec la Direction Administrative et Financière les fonds destinés à réaliser les programmes de prospections géologique, minière et d'hydrocarbures.

Essentiellement financé par le budget national, le montant total des décaissements au 31 décembre 2015 s'élève à 1 430 000 000 FCFA sur un montant total de financement acquis de 1 996 000 000 FCFA en sept (07) années de mise en œuvre, soit un taux de décaissement de 71,64%.

Les principales réalisations du projet sont :

- l'acquisition de camion ben grue ;
- l'acquisition d'équipements d'analyse et de moyens logistiques (véhicules de prospection, matériels de camping) ;
- les travaux de réhabilitation du laboratoire.

5.8.2. Promotion nouvelles zones pétrolières

L'objectif principal du projet est l'acquisition des données géologiques et géophysiques de base afin d'attirer les investisseurs dans le domaine de l'exploration pétrolière au Mali.

Les réalisations physiques du projet sont :

- l'acquisition de mobiliers de bureau, de matériels informatiques ;
 - la mise en place d'un dispositif de suivi des ressources forestières sur l'ensemble du territoire par des placettes permanentes dans de croissance ou de décroissances des ressources forestières ;
 - la cartographies et évaluation du potentiel ligneux sur l'ensemble du pays ;
 - le suivi et la diffusion à temps réel des foyers de feux de brousse (suivi satellitaire) ;
- Création et gestion du site WEB pour la diffusion de l'information forestière.

Pour un montant total de financement acquis de 1 297 000 000 FCFA, le montant total des décaissements s'élève à 955 000 000 FCFA, soit un taux de décaissement 73,63% au 31 décembre 2015.

La situation des paiements sur les exercices budgétaires de 2014, 2015 et 2016 se présente comme suit :

Compte tenu de la nature du Projet, les dépenses sont constituées essentiellement de fonctionnement lié à l'investissement à l'exception budgétaire de 2016 où le chapitre Dépenses en investissement a été créé.

5.8.3. Promotion des Indices Miniers

Le Projet « Polymétaux de Teichibet » initié dans la région de Kayes a fait suite au projet intitulé « Promotion des Indices » qui a existé de 1994 à 2005, car n'ayant pu se poursuivre sur 2006 pour cause d'arrêt du financement du Budget d'Etat (BSI intérieur). Cependant en 2007, il a pu être approuvé et mis en vigueur en 2008. A partir de 2009, il a été intégré dans le projet global intitulé « Promotion des indices miniers » créé pour réaliser les projets prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Programme de Développement du Secteur Minier.

Sa zone d'intervention d'une superficie globale de 1052km², comprend deux secteurs :

- ❖ le secteur de Teichibet d'une superficie de 330km² situé à l'Est du village de même nom au Nord de la région de Kayes;

- ❖ le secteur de Dag- Dag d'une superficie de 722 km² situé au Nord du village de même nom au Sud de la région de Kayes.

Financé exclusivement sur le Budget de l'Etat, pour un coût prévisionnel d'environ (vingt) 20 milliards de F CFA, le projet promotion des indices miniers a décaissé entre 2009 et 2015 un montant total de 1,627 milliards de Francs CFA sur un financement acquis de 2 288 milliards de francs FCA avec un taux de décaissement de 71,11%.

Les principales réalisations du projet :

Depuis 2008, date de démarrage du projet, jusqu'en 2015, les travaux réalisés n'ont pu concerner que la seule prospection géochimique sol à maille semi- tactique de 200 X 200m accompagnée de la cartographie géologique.

Ainsi, le secteur de Teichibet a été levé entièrement par la campagne de 2015 tandis que celui de Dag- Dag ne l'a été qu'après quatre campagnes (2008, 2010, 2012 et 2015).

5.9. Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

5.9.1. Construction Equipements Faculté Pharmacie

La Faculté de Pharmacie (FAPH) est l'une des quatre (04) structures de l'Université des Sciences et des Technologies de Bamako (USTTB). Conformément aux missions de formation et de recherche qui lui sont assignées notamment dans les sciences de la santé, l'USTTB à travers la FAPH envisage de se doter d'une infrastructure adaptée pour abriter ladite faculté, d'où la mise en œuvre du présent projet.

En effet, il s'agit de construire et équiper un bâtiment moderne, répondant aux besoins de la faculté en termes de capacités d'accueil et de fonctionnalité et en favorisant les conditions d'études et de recherche.

D'un coût estimatif de 9 710 948 429 francs CFA pour les travaux et les équipements, le projet a bénéficié sur la période 2015-2016, d'une inscription totale de 286 000 000 francs CFA pour la prise en charge des travaux de construction de deux salles de classe de 70 places. Le montant total décaissé à la date du 31 décembre 2016 se chiffre à 266 023 019 francs CFA, soit un taux de décaissement de 93,01% sur la période.

Les réalisations physiques du projet :

La principale réalisation de la première phase du projet a porté sur :

- la construction de deux salles de classe de 44 places chacune aménagée pour abriter 90 étudiants chacune ;
- l'acquisition de tables bancs pour les salles de classe.

De façon globale, le niveau de réalisation physique du projet est estimé à 8%.

5.9.2. Projet d'Appui au PRODESS

Le Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) est un vaste programme qui est mis en œuvre dans toutes les régions du Mali. De nos jours, il est à sa troisième phase. La première ayant concernée la période qui s'est étalée de 1998 à 2002, le démarrage de la

deuxième phase a connu un retard d'où un décalage sur l'année 2009 pour prendre en 2013 et enfin la troisième phase (PRODESS III) qui a démarré en 2014 et prendra fin en 2018

A la 16ème Revue des P/P au 31 décembre 2015, le projet a reçu un financement extérieur total de 4, 766 milliards pour un décaissement total de 760 millions soit un taux de décaissement de 15,95%

Les réalisations physiques se présentent comme suit :

Au niveau du Centre de Référence de Mopti

- de la construction du bloc administratif, d'une maternité, d'un service d'urgence et d'une buanderie ;
- pour les réhabilitations, elles concernent le bloc opératoire, le service de radiologie, le service de l'accueil, la pharmacie et le château d'eau.

Au niveau de l'hôpital de Mopti

L'hôpital a été inauguré le 08 octobre 2012. En ce qui concerne les appuis dont bénéficie cette structure, nous note que les Pays-Bas ont apporté un Scanner, l'ANICT a offert une unité de Radiologie, deux logements d'astreinte pour les Médecins ont été construits par AFD/CTB. Ces appuis ont tous été octroyés en 2016.

La Direction des Finances et du Matériel a remis en 2014 un « Otto clave » pour la stérilisation, un « one Room operator » qui est un bloc opératoire en 2016 et deux ambulances par son partenaire UNFPA. En plus de ces appuis d'autres équipements et matériels ont été fournis par divers partenaires (annexe N°3).

Au niveau de la Direction Régionale de la Santé

La mission a procédé à une visite des locaux construits sur le BSI Intérieur. Dans l'enceinte de ladite Direction, l'équipe a remarqué des chambres froides financées par le Canada. Elle a visité des matériels roulants dont 84 motos offertes dans le cadre de la vaccination, 5 Véhicules PICK UP pour les CSREF, 5 Ambulances. Ces matériels constituent des dons de l'UNICEF et ont été offerts en 2016.

En plus, de ces matériels roulants offerts par l'UNICEF, l'AFD a mis à la disposition de la Direction Régionale quatre (4) véhicules HILUX qui doivent être repartis en fonction des besoins au niveau de la Région.

Au niveau du CSCOM d'Ouo

L'installation de l'incinérateur du CSCOM qui a été offert en 2015 par la Direction Régionale de la Santé.

Au niveau du Centre de Référence de Bankass

Ce centre a été inauguré officiellement en novembre 2016, mais il était fonctionnel depuis 2015. Il est bâti sur une superficie de six (6) hectares.

VI. LES PRINCIPAUX CONSTATS DES MISSIONS

6.1. Ministère de l'Agriculture

6.1.1. Projet de Réhabilitation du Barrage de Markala

- les dates publications de 10 marchés s'étaleront sur la période allant du 31 janvier au 15 mars 2017 (au passage de la mission, cinq marchés ont été lancés et le reste était en cours de publication) ;
- le début des travaux d'entretien et de maintenance est prévu pour le 02 mars 2017.

6.1.2. Programme de Compétitivité et Diversification Agricole (Pôle de conditionnement de l'échalote et d'oignon de Niono)

- la proposition d'extension des chambres froides sur les couloirs à Sikasso par le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP II)
- les acteurs souhaitent que la gestion du centre revienne à l'interprofession sur la base d'un protocole d'accord ;
- le coût très élevée des frais d'électricité ;
- la capacité d'accueil du centre (350 tonnes sur une demande de 600 tonnes) ;
- la non prise en compte effective des attentes des bénéficiaires dans la conception du projet (choix des caisses de stockage de la pomme de terre, non-conformité des salles de précooling et cooling aux normes requises, absence de magasins de stockage des mangues conditionnées et des cartons d'emballage).

6.1.3. Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants pour l'Afrique Subsaharienne (SAPEP)

- de façon générale les technologies apportées par le SAPEP sont bien appréciées par les producteurs ;
- le faible taux de décaissement s'explique par le retard dans l'acquisition des biens, services et travaux (études techniques) et dans la mise en place du système de crédits (fonds de roulement), à cause de la lenteur dans le traitement des dossiers d'acquisition au niveau de la BID ;
- démarrage tardif des activités suite à la lenteur dans la mise en place des intrants et des ressources financières.

6.1.4. Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)

- le manque de ressources pour la prise en charge du dispositif permanent évalué à 750 millions et les difficultés de mobilisation des ressources financières pour la réalisation des activités (statistiques horticoles et animales) du 1er trimestre.

6.1.5. Appui à l'Organisation du Plateau Dogon pour une Meilleure Valorisation de la Production Maraichère/PPTE

- Il n'y a pas de forage sur le site de Dagabidjé, ce qui entrave l'utilisation convenable de l'unité à cause de l'éloignement du puits. La broyeuse ne répond pas aux besoins des producteurs conformément aux méthodes habituelles de transformation.

- La Dégradation de palettes en bois à Dagabidjé, cependant il ya une bonne appropriation de l'infrastructure par les bénéficiaires car ils ont financé sur fonds propre la réparation de certaines palettes et une partie du plafond endommagé ;
- Pour le centre de conditionnement il n'y a pas de grillages, ni de vitres pour les fenêtres, l'eau descend à travers le toit ;
- Pour le bloc administratif, il n'y a pas de vitres pour les fenêtres, le plafond et les portes ne sont pas de bonne qualité, pour les toilettes il n'y a pas de fosse, il y a aussi d'énormes fissures sur le bâtiment.

6.1.6. Contrat Plan Etat /Office Développement Rural Sélingué

- Les exploitants sont confrontés à un certain nombre de problèmes dont l'insuffisance en équipement agricoles notamment les motoculteurs entraînant un retard dans l'exécution des opérations d'exploitations.

6.1.7. Projet Initiative Eau Sécurité Alimentaire FAO Mali (IESA)

- la pertinence du projet eu égard aux avantages multiples que procurent les petits périmètres maraîchers (PPM) à travers l'amélioration de la productivité des systèmes de production, la contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et à l'augmentation de leurs revenus ;
- la bonne perception des bénéficiaires par rapport aux activités du projet ;;
- la taille réduite des PPM par rapport aux besoins exprimés par les bénéficiaires ;
- la lourdeur dans les procédures et la nature de la convention FAO retardant souvent la mise en œuvre de certaines activités ;
- le problème de commercialisation des produits maraichers de N'tamady ;
- la dégradation de la clôture du PPM de N'Tamady ;
- la non-sécurisation des installations du système californien d'irrigation à N'tamady.

6.2. Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable

6.2.1. Réhabilitation Centre de Formation Tabakoro

- ❖ la pertinence des investissements réalisés, notamment la réalisation de la clôture du centre et du campement au regard des multiples pressions sur le patrimoine foncier du CFPFT ;
- ❖ l'état d'avancement très satisfaisant des travaux de construction du campement d'hébergement au niveau de la Faya ;
- ❖ la non prise en charge des équipements du campement en construction au niveau de la Faya ;
- ❖ l'implication des bénéficiaires dans le suivi des travaux de construction du campement ;
- ❖ l'importance des travaux déjà réalisés dans la construction de l'amphithéâtre et la nécessité d'achever les travaux pour le rendre opérationnel ;
- ❖ l'absence d'un document de programme ou plan d'investissement pouvant servir d'outil de négociation avec les partenaires (national et PFTs).

6.3. Ministère de l'Énergie et de l'Eau

6.3.1. Programme d'Appui Dano-Suedois Au Programme Sectoriel Eau et Assainissement PADS/PROSEA (Volet Hydraulique Urbaine)

- les réalisations sont satisfaisantes au regard du montant investi ;
- la performance de la SOMAPEP et des entreprises par le respect du planning d'exécution des travaux ;
- la réticence à fournir les informations relatives au projet à l'équipe de mission ;
- le délai des travaux est quasiment respecté au regard du délai contractuel qui est en largement inférieur au vu des travaux réalisés dans un délai si court ;
- le desservissement des communes traversées par les infrastructures en eau ;
- Non-respect strict des mesures de protection par certains ouvriers sur le site de Missirikoro.

6.3.2. Renforcement infrastructures nationales AMARAP

- la disponibilité de carte sur l'état radiologique de référence de l'environnement de la région de Koulikoro et le district de Bamako ;
- le suivi régulier des structures hospitalières (publiques et privées) à partir de dosimètres ;
- le niveau satisfaisant en équipements du laboratoire de dosimétrie ;
- le faible niveau de la structure en infrastructures (laboratoires d'analyse) ;
- l'absence d'un programme d'investissement à moyen ou long terme.

6.3.3. Projet Electrification Villageoise Energie Solaire Phase III (PEVES)

- la pertinence des investissements réalisés, notamment au niveau des résidences des enseignants ;
- la participation effective des bénéficiaires dans l'acquisition des équipements au niveau de la commune ;
- le retard dans le décaissement du financement extérieur.

6.3.4. Hydraulique Villageoise Ségou

- la pertinence et la satisfaction des réalisations du projet au regard des montants investis en raison du fait que les investissements sont réalisés dans des villages ne disposant d'aucun point avant l'intervention du projet ;
- le projet ne dispose pas de document pluriannuel de réalisation des investissements ;
- le retard dans l'exécution des travaux à Waki et Petesso ;
- le champ solaire de Waki est éloigné du château, cela pourrait entraîner des problèmes de sécurisation des équipements ;
- la dégradation prématurée du béton de forme au niveau des PMH de Péguéna, l'ensemble des abords des forages ne sont cimentés.

6.4. Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat

6.4.1. Bornage des Frontières

- l'ensemble de ses infrastructures ont été réalisées il y a environ 10 ans et trouvent en bon état ;
- le financement de la gestion des frontières, en plus de l'effort de l'Etat, a enregistré la contribution des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) tant en matière de délimitation/démarcation des frontières que de coopération transfrontalière.

6.5. Ministère de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement

6.5.1. Travaux de la Route Bandiagara-Bankass-Koro-Frontière Burkina Faso

- tous les ouvrages sont terminés ainsi que les revêtements exceptés 6 km (la descente de Wô sur une longueur de 4 km et 2 km autour d'un mini pont non achevé) ;
- le retard majeur dans le paiement des décomptes ;
- le retard dans l'exécution des travaux (crise de 2012, suspension du financement de la BOAD sous réserve de la prise en charge de l'indemnisation des populations par le GRM, retard dans le paiement de l'avance de démarrage) ;
- la mauvaise organisation de l'entreprise ;
- la problématique de l'utilisation de la dynamite pour dégager le passage rocheux de la descente de Wô ;
- les problèmes liés à la prise en charge de l'avenant couvrant le suivi des travaux de finition par la mission de contrôle.

6.5.2. Entretien des Pistes CMDT

- l'entretien des routes ne s'opère pas dans le cadre de la durabilité de l'infrastructure car la dégradation des pistes est visible à moins de 6 mois après leur réalisation ;
- la réalisation des radiers n'a pas encore commencé au niveau de la route Kimparana-Mafouné ;
- l'entretien de la piste a motivé les cultivateurs à cultiver le coton dans les localités traversées par la route Kimparana- Mafouné et permettra d'améliorer de désenclaver la zone pour faciliter l'écoulement des produits.

6.5.3. Contrat Plan Etat-COMANAV

- la non-teneur du comité de suivi du Contrat-Plan ;
- le résultat d'exploitation déficitaire des deux premières années de mise en œuvre du Contrat-Plan ;
- la dégradation continue et l'insuffisance d'entretien du chenal navigable ;
- la vieillesse de la flotte actuelle de la COMANAV ;
- un taux d'exécution satisfaisant des engagements pris dans le cadre du Contrat-Plan ;
- le non-respect de la dotation budgétaire annuelle prévue dans le Contrat-Plan.

6.6. Ministère de l'Economie et des Finances

6.6.1. Aménagement/ Equipement DRCF / Délégations

- les fissures au niveau des deux bâtiments, du mur de clôture et de dalles de la Délégation de Bla, l'infiltration de l'eau à travers les toits, difficulté de raccordement à l'eau et à l'électricité ;
- la forte dégradation du bâtiment de la DRCF de Sikasso.

6.6.2. Projets Filets Sociaux Jigiseme Yiri/IDA

- l'engouement des bénéficiaires autour des activités de transfert monétaire du projet ;
- l'utilisation judicieuse des transferts monétaires reçus par les bénéficiaires;
- l'amélioration de la sécurité alimentaire de certains bénéficiaires des transferts monétaires grâce à une meilleure consommation alimentaire journalière (trois repas quotidiens) ;
- l'accroissement de la capacité productive du ménage (bénéficiaires du projet), grâce à l'acquisition de nouveaux moyens de production notamment les intrants agricoles et aussi l'investissement dans certaines activités génératrices de revenus et la prise en charge de certains frais de santé ;
- le respect des calendriers (dates) de paiement des bénéficiaires ;
- une bonne communication entre les agents de liaison du projet et les bénéficiaires ;
- le retard dans la mise en place des fonds pour assurer le fonctionnement du comité de coordination local et les indemnités qui doivent être versées à certains comités villageois ;
- le retard dans le démarrage de certaines mesures d'accompagnement du projet notamment les paquets nutritionnels et les conventions de partenariat avec l'ANAM ;
- une forte demande des couches vulnérables par rapport aux activités de transfert monétaire du projet.

6.7. Ministère des Mines

6.7.1. Equipement PDRM

- le faible niveau d'équipements au niveau du laboratoire d'analyse ;
- la nécessité de renforcer le niveau d'équipement du PDRM en matériels lourds pour permettre à la structure de disposer de propres ressources ;
- la vétusté des bâtiments du PDRM, notamment le laboratoire ;
- l'insuffisance de ressources propres de la structure pour assurer la prise en charge de certaines dépenses courantes.

6.7.2. Promotion nouvelles zones pétrolières

- l'absence de document de projet ou tout autre programme d'investissement à moyen terme ;
- la forte dominance des dépenses en fonctionnement dans le cadre de la mise en œuvre du Projet ;

- l'insuffisance de moyens financiers pour assurer la prise en charge des charge de fonctionnement.

6.7.3. Promotion des Indices Miniers

- les résultats des analyses opérées sur les échantillons prélevés ne sont pas exploités dans le sens d'assurer une véritable promotion des indices comme l'indique l'intitulé du projet.

6.8. Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

6.8.1. Construction Equipement Faculté de Pharmacie

- la pertinence du projet eu égard à l'insuffisance d'infrastructures adaptées aux normes académiques ;
- la non-sécurisation du site abritant les travaux ;
- la présence d'un dépotoir sauvage sur le site ;
- la lenteur dans l'exécution des travaux de la première phase du projet ;
- la non-prise en compte des équipements dans l'évaluation financière du coût du projet de la première phase.

6.8.2. Projet d'Appui au PRODESS

La mission n'a pas relevé d'observation en termes de dysfonctionnement ou autres difficultés de mise en œuvre car le projet suit sa cour normale.

VII. LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DES MISSIONS

Les principaux enseignements tirés au terme des missions de suivi physique et financier se résument à :

- le besoin réel de renforcement des capacités des Gestionnaires des Projets/Programmes sur l'appropriation des outils et les données de la DNPD ;
- l'inefficience dans les réalisations physiques de certains projets ;
- l'absence de stratégie d'intervention de certains investissements à long terme ;
- la nécessité de renforcer davantage les missions de suivi-évaluation des investissements au-delà des bureaux de contrôle dans la compréhension et la résolution de certaines difficultés ;
- la nécessité de régulariser les missions de suivi physique et financier eu égard au manque d'informations fiables et à jour sur le niveau de réalisation des activités sur le terrain ;
- l'absence de dispositif adéquat de suivi évaluation au niveau de certains P/P visités, notamment ceux de la sécurité ;
- la pertinence des investissements réalisés au regard de leurs effets et impacts sur l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires (réponses réelles aux préoccupations) ;

- la nécessité de financer les programmes régionaux répondant au besoin des communautés en raison de la connaissance et de la maîtrise du milieu par les acteurs ;
- la pertinence de l'amélioration de la stratégie d'intervention de certains projets en mettant un accent particulier sur la durabilité des réalisations ;
- la nécessité de répliquer certains projets dans d'autres zones à travers le financement sur le budget national ;
- la pérennisation des missions de suivi physique et financier y égard à l'intérêt qu'elle a suscité au niveau des différents acteurs sur le terrain ;
- l'engouement des bénéficiaires pour les missions et l'exploitation des infrastructures réalisées ;
- le retard dans la réalisation de certains Projets par rapport à leurs délais d'exécution (lenteur dans les procédures des bailleurs de fonds, crise sécuritaire, non respect des délais contractuels par les entreprises bénéficiaires des travaux etc.).

VIII. DIFFICULTES, RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

N°	Difficultés/Problèmes rencontrés	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
Réhabilitation Centre de Formation Tabacoro					
1	Arrêt des travaux de construction de l'amphithéâtre à un niveau très avancé.	Résiliation des travaux de construction de l'amphithéâtre de 200 places.	Prendre en charge le coût de finition des travaux évalué par la Direction Nationale de l'Urbanisme pour un montant de 87 625 583 FCFA.	DNPD	2017
2		Non prévu	Evaluer le coût relatif à la prise en charge des équipements pour le campement.	DFM	2017
Bornage des Frontières					
1	Faiblesse de l'allocation budgétaire	Restriction Budgétaire de l'Etat	Révision à la hausse du budget annuel alloué au Programme Prioritaire	MATDRE DFM/ CPS	A court terme
2	Lenteur administrative dans l'exécution du budget	Les gestionnaires de programmes ne sont pas ordonnateurs	Eriger les gestionnaires de programmes en ordonnateurs	MEF/ DFM /DNF	A court terme
3	Difficulté de mobilisation des ressources	Longueur de la procédure de mise en place du fonds	Ouverture des crédits à temps	MEF/ DFM/DNF	A court terme
4	Insécurité frontalière	Menace d'attaque et présence de bandits armés dans les zones frontalières	Plus de mesures sécuritaires et d'actions de sensibilisation	MDAB/MSIPC	Permanente
1. Projet Contrat Plan Office Riz Mopti (Contrat Plan)					
1	Insécurité climatique, Baisse tendancielle de la fertilité des sols	Baisse de pluviométrie, baisse de crue, sécheresse, inondation, dégradation des sols,	- Pluies provoquées, maîtrise totale de l'eau, - Protection des cultures et des récoltes,	Etat, Office Riz Mopti, Exploitants agricoles	

N°	Difficultés/Problèmes rencontrées	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
		déprédation, sédimentation des lits des cours d'eau ; Dégradation de la biodiversité et des écosystèmes	Intensification du riz, Diversification des productions Agricoles Gestion durable des terres et des eaux ; Restauration et maintien de la fertilité des sols		
2	Crise politico sociale, humanitaire et sécuritaire	Existence des bandes armées	Lutte contre le banditisme, Paix, réconciliation, cohésion sociale	Etat, Société civile à vocation agricole	
3	Sous équipement des exploitants agricoles	Faible revenu des exploitants agricoles ; Insuffisance d'organisation professionnelle	Poursuite de la subvention des intrants et des équipements agricoles, Appui des partenaires techniques et financiers, Facilitation d'accès au crédit agricole	Etat, Office Riz Mopti, Exploitants agricoles	
4	Insécurité du foncier Agricole ; Saturation de l'espace aménagé	Absence de titre de propriété/titre foncier ; Spéculation foncière ; Conflits fonciers ; Occupation anarchique des champs	Délimitation du foncier Agricole ; Obtention d'un titre foncier/titre de propriété ; Délivrance des permis d'occuper/des notifications d'attribution	Etat, Office Riz Mopti, Exploitants agricoles	
5	Insuffisance de ressources humaines	Vieillessement du personnel, Départ massif à la retraite, Faible recrutement des ressources humaines qualifiées	Rehaussement de l'âge de la retraite du personnel, Recrutement des ressources humaines qualifiées	Etat, Office Riz Mopti	
6	Insuffisance de résultats des objectifs du Contrat Plan/Etat/Exploitants agricoles		Allocation conséquente des ressources financières et matérielles ;	Etat,	

N°	Difficultés/Problèmes rencontrés	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
		Insuffisance de ressources financière disponibles	Paiement intégrale de la redevance eau	Exploitants agricoles	
Contrat Plan Etat/Office Développement Rural Sélingué (ODRS)					
1	Non mobilisation par l'Etat de l'ensemble des ressources prévues	Contraintes budgétaires	Mobilisation par l'Etat de l'ensemble des ressources prévues	DNPD	Nouveau CP 2017 – 2019
2. Promotion des Indices Miniers					
2	Non prise charge d'achat de matériels et d'équipements et même de certaines indemnités de terrain	- Pas géré comme un projet structurant (personnel stable, matériels, équipements et financement assurés) ; - Insuffisance des ressources annuelles accordées	Faire du Projet/Programme un Projet structurant avec une bonne organisation et un financement régulier de manière à avoir des résultats.	DNGM/MM	Permanent
Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole					
1	L'insuffisance des ressources financières pour réaliser certaines activités majeures, notamment l'appui aux interprofessions	Non atteinte du montant prévisionnel souhaité à l'inscription au BSI	Prendre entièrement en compte à l'inscription au BSI le montant total des sous projets du GAP	MA/MEF	Fin avril 2017
2	Le retard dans le décaissement de la 2 ^{ème} partie de l'inscription au BSI 2016	Non atteinte des objectifs fixés	Prendre entièrement en compte à l'inscription au BSI le montant total des sous projets du GAP	MA/MEF	Fin avril 2017

N°	Difficultés/Problèmes rencontrées	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole des Petits Exploitants pour l'Afrique Subsaharienne (SAPEP)					
1	Problème de spécialiste Suivi Evaluation	Désistement du Spécialiste de Suivi - évaluation recruté en 2013	Recruter ou désigner un suivi – évaluation.	BID, Ministère de l'Agriculture	Immédiat
2	Retard dans l'acquisition des biens, services et travaux (études techniques)	Lenteur dans le traitement des dossiers d'acquisition au niveau de la BID	Diligenter le traitement des dossiers en instance au niveau de la BID.	BID	Immédiat
3	Problème d'insuffisance de personnel : responsable administratif et financier, secrétaire,	Paiement des montants à IFDC sur le prêt BID au Mali	Recruter le personnel au niveau de la Coordination	BID, Ministère de l'Agriculture	Immédiat
4	Manque de manuel de procédure	Recrutement de consultant non autorisé par la Banque pour élaborer le manuel	- Autoriser le Projet pour recruter un consultant - Elaboration d'un document à soumettre à la BID pour approbation	BID ; Projet	Immédiat
5	Mise en place de système de crédits (fonds de roulement) : Productrices ; Engrais ; Agro dealers	Retard dans le traitement des dossiers par la BID	Avis de la Banque ou une lettre autorisant l'utilisation des services d'une banque spécialisée	BID	Immédiat
Réhabilitation du Barrage de Markala					
1	Exécution retardée du projet	Mobilisation tardive des fonds (jusqu'en novembre de l'année 2016)	Accélération des procédures de passation de marché	Office du Niger	En permanence

N°	Difficultés/Problèmes rencontrés	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
Enquête Agricole de Conjoncture (EAC)					
1		Retard dans la mise à disposition des fonds aux niveaux Régional et National	Engager les dépenses dès le 1 ^{er} trimestre de l'année	DFM/CPS	Février-Mars 2017
Travaux de la Route Bandiagara-Bankass-Koro-Frontiere Burkina Faso					
Hydraulique villageoise Ségou					
1	Insécurité dans certaines localités d'intervention du programme, notamment dans les Cercles de Niono et Macina	Crise sécuritaire	Renforcer la sécurité	MDAC-MSPC	2017
Aménagement/Equipement DRCF/Délégations					
1	Non disponibilité des documents relatifs au projet	Problème d'archivage et manque de suivi	Renforcer le suivi du projet et faire des rapports d'activités	DNCF	2017
Entretien des Pistes CMDT					
1	Problème de planification des tâches	Difficulté de programmation de l'intégralité de certains tronçons Insuffisance des ressources	Programmer les tronçons conformément au budget disponible	DFM-METD, CETRU	2018
Projet Transformation des Sous-Produits d'Abattage (PTSPA)					
1	Réalisation de l'étude d'une station d'épuration pour les besoins de l'abattoir et de l'atelier de transformation des sous-produits d'abattage	Absence de la ligne d'Etude et Recherche pour le financement de l'étude La ligne de crédit fonctionnement lié à l'investissement est insuffisante	Inscrire le coût de l'étude sur la ligne dépenses en investissements	PTSPA/DFM MEP/DNPD/DGB	Mars 2017

N°	Difficultés/Problèmes rencontrées	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
2	Arrêt du fonctionnement des équipements de transformation des sous-produits d'abattage juste après la mise à essai par l'équipe de montage du fournisseur	Absence de financement pour le fonctionnement de l'atelier jusqu'à la réception définitive	Prévoir une inscription dans le budget 2017 du département de l'Elevage et de la Pêche au profit du projet pour la prise en charge du fonctionnement de l'atelier	DNPD/DGB/DFM-MEP	Juin 2017
3	Mise en place de l'équipe de gestion et de fonctionnement de l'atelier	Absence d'inscription budgétaire pour le fonctionnement de l'atelier	Recrutement d'un électromécanicien par le biais d'un bureau d'ingénieur conseil	PTSPA/DNPIA/DFM et DRH	Mars 2017
4	Réalisation de la construction de la station d'épuration	Absence d'étude et délai d'exécution des travaux au-delà de l'an 2017	Report du crédit de la construction de la station d'épuration en 2018	DNPD/DGB	juin 2017
5	Surveillance des travaux de la station d'épuration	Insuffisance de crédit de la ligne fonctionnement lié à l'investissement en 2017	Prévoir une inscription dans le budget 2017 du département de l'Elevage et de la Pêche au profit du projet pour la prise en charge du fonctionnement de l'atelier	DNPD/DGB	Juin 2017
Construction Equipements Faculté de Pharmacie					
1	Morcellement des travaux en phase	Insuffisance de la dotation budgétaire	Autoriser le paiement par annuités sur plusieurs exercices budgétaires du marché global Augmenter le niveau de dotation budgétaire accordé au projet	MEF/DNPD	Juin 2017
2	Surveillance des travaux et prestation de l'étude architecturale	L'évaluation financière du coût du projet n'a pas intégré le coût des surveillances des travaux et l'étude architecturale	Prévoir dans le coût du projet de la seconde phase le coût des surveillances des travaux et l'étude architecturale	USTTB	Immédiat

N°	Difficultés/Problèmes rencontrées	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
Projets Filets Sociaux Jigisme YIRI/IDA					
1	Difficultés d'acquisition du PNP	L'infirmité des deux appels d'offres a largement retardé l'acquisition du PNP affectant la mise en œuvre de cette sous-composante	Faire un contrat avec le PAM pour l'acquisition du PNP	UTGFS	Mars-Avril 2017
2	Retard accusé dans le processus de contractualisation avec IFPRI	Lenteur et lourdeur administrative dans le circuit d'approbation du marché	Assouplir les circuits d'approbation et réduire les délais	MEF/DGMP-DSP	Juin 2107
Projet Initiative Eau Sécurité Alimentaire Fao Mali					
1	La non-réalisation des activités dans les délais prévus	La lourdeur des procédures administratives de la FAO qui a récemment mis en place une centrale d'achat	Assouplir les procédures	FAO	Année 2017
2	Le nombre très limité des interventions du projet sur le terrain	L'insuffisance des ressources financières mises à la disposition du projet par le bailleur de fonds	Mettre suffisamment de ressources financières à la disposition du projet	Le royaume D'Espagne/FAO	Avant fin 2017
3	La couverture zonale du projet est très réduite (une région, 2 cercles, 2 communes, 6 villages)	L'insuffisance des ressources financières	Mettre fin aux prorogations (de la première phase de consolidation des acquis, le projet va de prolongation en prolongation) et chercher des financements conséquents pour le financement d'une deuxième phase, si possible opter pour le cofinancement	FAO/Ministère de l'Agriculture	6 mois

N°	Difficultés/Problèmes rencontrés	Causes	Mesures/solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
Contrat Plan Etat-COMANAV					
1	Minoration des montants inscrits au Contrat Plan de 163 millions	Non-respect des inscriptions budgétaires prévues dans le Contrat Plan	Respecter les inscriptions budgétaires prévues au Contrat-Plan	MEF/ DNPD	2017
2	Fractionnement des dotations annuelles	Mode d'ouverture trimestrielle des crédits	Paiement de la totalité de la dotation dès le 1 ^{er} trimestre	MEF /DGB	2017
3	Augmentation des charges d'exploitation des bateaux	Arrêts de nuits multiples imposés par les services de sécurité entre Niafunké et Gao	Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger	Etat et PTF	Immédiat

CONCLUSION

Les présentes missions s'inscrivent dans le cadre de la quatrième (4ème) phase du programme annuel de suivi-évaluation de cent (100) projets et programmes d'investissement public au Mali inscrits au PTI 2016-2018 et au BSI 2016.

Elles avaient pour objectif de recueillir et de publier des informations fiables, actualisées et transparentes sur l'exécution physique et financière des Projets/Programmes (P/P) au Mali en vue d'améliorer la qualité de programmation et budgétisation des investissements publics.

Lesdites missions ont été d'une importance capitale dans la mesure où elles ont permis non seulement de faire avec les acteurs le point de la situation d'exécution physique et financière des différents projets et programmes visités, mais également d'apprécier la qualité et la pertinence des investissements réalisés sur le terrain et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

Les différentes réalisations visitées au vu de leur importance et leur impact sur le développement socio-économique des communautés bénéficiaires doivent être pérennisées, accompagnées et suivies non seulement pour renforcer la dynamique des investissements réalisés, mais également assurer leur bonne exécution dans le temps imparti.

Cependant, force est de constater que certains P/P enregistrent des retards d'exécution liées entre autre à la lourdeur des procédures des bailleurs de fonds (lenteur dans la mobilisation et le décaissement des ressources) au non respect des délais contractuels par les entreprises bénéficiaires des marchés. Toute chose qui constitue des contraintes pour l'atteinte des résultats et objectifs de développement escomptés desdits P/P.

A cet effet, des réflexions assorties de propositions concrètes doivent être menées sur les problèmes de fonds identifiés en vue d'améliorer la mise en œuvre des projets et programmes. Parmi ces problèmes ont peut retenir :

- la lourdeur des procédures administratives et la nature des conventions des projets FAO ;
- le retard dans l'exécution des grands travaux qui souvent résulte de la défaillance des entreprises nationales et de l'insuffisance de financement pour élaborer des marchés globaux ;
- la reformulation des objectifs de certaines projets ;
- des insuffisances dans le suivi-évaluation interne au niveau de certains P/P.

Par ailleurs, le suivi de la mise en œuvre des recommandations ci-dessus contribuera à rationaliser davantage la gestion des investissements et à accroître leur impact sur le bien-être des bénéficiaires.